

Dick Marty s'est distingué au Conseil de l'Europe

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIANE IMSAND

Le sénateur tessinois Dick Marty (plr) est avec le conseiller national zurichois Andreas Gross (ps) une pièce maîtresse de la délégation parlementaire suisse au Conseil de l'Europe. Il a acquis une renommée internationale avec ses deux rapports sur les prisons secrètes de la CIA en Europe. Interview.

On dit à Strasbourg que vous avez contribué plus que quiconque à la notoriété du Conseil de l'Europe. Mais qu'a-t-il résulté de vos rapports?

Dick Marty: C'est difficile de démontrer une relation de cause à effet. Je constate néanmoins qu'en septembre 2006, soit deux mois après la publication du premier rapport, le président Bush a surpris tout le monde en admettant l'existence de prisons secrètes. Après le deuxième rapport, la question a été discutée dans différents parlements. Le Ministère public munichois a ouvert une enquête sur la base d'un cas que nous avons élucidé. A Milan, 23 agents de la CIA ont été condamnés le 5 novembre dernier pour enlèvement. Il y a aussi eu des milliers d'articles qui ont alerté l'opinion publique. Je ne crois pas que ce soit un hasard si l'une des premières déclarations du président Obama a porté sur la fermeture de Guantanamo.

Les gouvernements n'ont pas fait grand-chose pour vous aider...

Effectivement, mais cela a finalement été ma chance. J'ai dû recourir à d'autres sources qui ont pris de gros risques pour me parler. Elles m'ont fait confiance, peut-être en raison de mon passé de procureur. J'étais la bonne personne au bon moment et au bon endroit.

Vous n'allez pas en rester là. Vous travaillez maintenant sur d'autres enquêtes?

Oui. Je prépare un rapport sur le trafic d'organes humains au Kosovo, une enquête très difficile car personne n'a intérêt à parler. Je travaille aussi sur la situation des droits de l'homme dans le Caucase du Nord et les Russes m'empêchent de me rendre sur place. Un autre rapport devrait aussi faire parler de lui. Il porte sur l'abus du secret d'Etat. C'est un peu la conséquence du rapport sur la CIA car les Etats invoquent cette notion pour cacher les activités illégales de leurs agents. C'est inacceptable. La Suisse est aussi concernée avec l'affaire Tinner qui aurait mérité une commission d'enquête parlementaire.

La délégation suisse est très active à Strasbourg. Est-ce pour compenser son absence d'autres cénacles?

Je le pense. Si nous étions membres de l'UE, nos énergies seraient probablement plus concentrées sur Bruxelles. On voit d'ailleurs que les nouveaux pays membres de l'UE se montrent moins actifs à Strasbourg. Dans le domaine de la démocratie, de la protection des minorités et des droits de l'homme, le Conseil de l'Europe a pourtant une compétence irremplaçable. Je regrette que la Suisse ne joue pas davantage un rôle de pionnière dans ce domaine. Cela fait des années que nous réclamons une institution nationale des droits de l'homme. On nous rétorque que cela coûterait trop cher. Cela m'irrite au plus haut point que l'on dépense sans discuter des milliards pour l'armement et que l'on fasse des simagrées pour une institution qui coûterait un million par an.